

Élection Européenne, Mobilisation nationale (Juin 2004)

Une analyse des sites des Partis Socialistes et Socio-démocrates de 20 Pays

European Election, national Mobilizations (June 2004). The websites of Socialist and Socialdemocratic Parties in 20 Countries

Christophe Bouillaud, Nathalie Dompnier et Fabienne Greffet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7937>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7937

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

Pagination : 267-285

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Christophe Bouillaud, Nathalie Dompnier et Fabienne Greffet, « Élection Européenne, Mobilisation nationale (Juin 2004) », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7937> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7937

> NOTES DE RECHERCHE

CHRISTOPHE BOUILLAUD

Institut d'études politiques de Grenoble
Politiques publiques, action politique, territoires
Université Grenoble 2
bouillaud@yahoo.com

NATHALIE DOMPNIER

Université d'Avignon et des pays du Vaucluse
Politiques publiques, action politique, territoires
Université Grenoble 2
dompnier@cidsp.upmf-grenoble.fr

FABIENNE GREFFET

Université Nancy 2
Politiques publiques, action politique, territoires
Université Grenoble 2
Fabienne.Greffet@univ-nancy2.fr

ÉLECTION EUROPÉENNE, MOBILISATION NATIONALE (JUIN 2004). UNE ANALYSE DES SITES DES PARTIS SOCIALISTES ET SOCIO-DÉMOCRATES DE 20 PAYS

Résumé. — Cette étude analyse les modalités d'appropriation de l'Europe dans la communication des partis socialistes et sociaux-démocrates membres du parti socialiste européen (PSE), à partir d'une analyse de contenu de 20 sites internet lors de la campagne des élections européennes de juin 2004. Cinq dimensions européennes sont testées : dimension europartisane, europarlementaire, euroenthousiaste, internationaliste, assorties d'un ensemble d'indicateurs de la vie politique nationale. Les résultats indiquent à la fois une très faible homogénéisation des sites, et une appropriation limitée et différenciée des dimensions de la vie politique européenne. Malgré son caractère transnational, internet n'apparaît pas comme un facteur « d'européanisation » des discours partisans, la mobilisation pour les élections européennes s'effectuant toujours dans le cadre national.

Mots clés. — Internet, partis politiques, sites partisans, parti socialiste européen, européanisation, élections européennes.

Depuis 1979, les élections européennes ont pu être présentées comme une étape vers la construction d'un espace démocratique où émergerait progressivement un *demos* européen, au-delà des *voeces populi* nationales¹. Certes, penser l'Union européenne (UE) comme un système politique, calqué sur le modèle de la démocratie parlementaire nationale, mène à des difficultés conceptuelles et pratiques telles, que certains auteurs préfèrent évoquer une entité entièrement nouvelle, combinant légitimité parlementaire, logique intergouvernementale et diversité des modalités de la représentation², ou encore un système de légitimation politique par les outputs et non pas par les inputs³. Cependant, à chaque nouveau Traité, l'augmentation des pouvoirs formels du Parlement européen au sein des institutions de l'UE oriente la vie politique de l'Union vers une « parlementarisation », à la fois légitimée par des élections et structurée autour de groupes parlementaires, mais aussi de partis politiques. Parallèlement, ces partis cherchent à exister en tant qu'entités homogènes et à animer une vie politique véritablement européenne. En témoignent, par exemple, la tentative de campagne commune des partis écologistes, à la suite de la réaffirmation de l'existence d'un Parti vert européen (février 2004), ou la médiatisation de l'élection de Poul Nyrup Rasmussen à la tête du Parti socialiste européen (avril 2004).

Avec sa capacité à abolir les distances et à minimiser les coûts de diffusion de l'information, l'internet semble un média adapté à l'affirmation de tels partis politiques européens. En effet, comme le montre l'exemple d'entreprises en ligne, rien n'interdit la formulation d'une politique « de marque » qui dépasse les frontières nationales et linguistiques : que l'on pense à e-Bay, Amazon.com, Yahoo !, ou, bien sûr, Google. L'UE elle-même s'est dotée d'un outil multilingue, le portail *Europa*, ouvrant sur un ensemble de sites partageant la même charte graphique et qui permet aux citoyens internautes un accès direct à des informations mises à jour sur les institutions et les dossiers en cours. Ainsi l'internet semble-t-il favoriser, moyennant traduction et adaptation à la marge, une harmonisation de la communication à destination du grand public⁴. Au stade actuel des possibilités techniques, rien

¹ J. Weiler (1999) a caractérisé la spécificité de l'UE comme constituée d'un ensemble de peuple – *demoi* – et non d'un seul *demos* et ne pouvant donc correspondre à une démocratie représentative classique. Cette dichotomie est reprise par D. Judge et D. Earnshaw (2003).

² Pour une synthèse de ces réflexions, voir P. Magnette (2003). Sur la question de la représentation dans l'UE, voir S. Saurugger (2003, dir.).

³ À ce propos, on peut mentionner l'étude de R. Katz (2001) sur la question du déficit démocratique, analysé comme un faux problème, puisque la légitimité démocratique provient dans l'UE des *outputs* – résultats des politiques européennes – et non des *inputs* – élection de représentants dans les institutions européennes.

⁴ Dans une perspective différente d'étude comparative des usages de l'internet par les partis politiques, I. Gibson et S. Ward (2003 : 237) remarquent également que les partis politiques s'inspirent des expériences d'autres partis nationaux, dans leur propre pays ou à l'extérieur.

n'interdirait donc à un parti transnational de se présenter, sinon à travers un site central, au moins à travers des sites nationaux liés entre eux et reprenant la même ligne éditoriale et le même fonctionnement à quelques détails près. Qu'en est-il aujourd'hui de cette possibilité dans la vie politique de l'Union ? Y a-t-il concordance, ou campagne électorale commune, entre sites partisans nationaux appartenant au même « parti politique au niveau européen »⁵, lors des élections européennes de juin 2004 ? Tel est l'objet de cette étude qui concerne plus particulièrement les partis socialistes et sociaux-démocrates appartenant au Parti socialiste européen (PSE).

Cette interrogation s'inscrit dans un contexte institutionnel et politique favorable aux « partis politiques au niveau européen » : reconnus dans le Traité de Maastricht (7 février 1992) et confirmés dans leur droit à un statut et à un financement *ad hoc* par le Traité de Nice (13 mars 2001), ceux-ci se sont vus accorder ce droit en pratique par le Conseil européen à l'automne 2003. Cette situation nouvelle a entraîné la révision des statuts des partis européens déjà existants, ou la création de nouvelles organisations, comme le Parti de la gauche européenne, le 8 mai 2004 à Rome⁶. La période préélectorale apparaît également comme pertinente : les études sur les sites internet de partis politiques montrent que ceux-ci sont particulièrement actifs en période de campagne⁷. En outre, la mobilisation lors d'élections définies officiellement comme européennes semble particulièrement susceptible de favoriser l'affichage de rapprochements entre entités nationales liées par leur appartenance à un « parti au niveau européen » et/ou à un groupe au Parlement. Cette hypothèse est soutenue par l'existence, pour chaque « parti au niveau européen » de la tenue d'une ou plusieurs réunions préélectorales entre l'automne 2003 et le printemps 2004, destinées à officialiser et à publiciser l'existence d'un programme commun aux partis membres à l'occasion des élections, programme qui devrait guider l'action des élus dudit parti européen au Parlement pour la législature 2004.

On pourrait objecter que cette étude repose sur le présupposé que les partis politiques nationaux perçoivent un intérêt électoral à informer les internautes de leurs liens avec d'autres partis nationaux, et avec un vaste ensemble de partis constituant un parti européen (PE). Or, cela n'est pas toujours avéré : lors d'entretiens avec des webmasters des partis européens à Bruxelles⁸, il est apparu que certains partis nationaux préféreraient ne pas

⁵ Selon leur dénomination dans les Traités européens à compter de celui de Maastricht.

⁶ Au niveau européen, ce nouveau parti regroupe essentiellement des partis anciennement communistes, de l'ouest et de l'est de l'Europe, qui n'ont pas voulu se rallier à la social-démocratie après 1989, même s'ils ont rompu avec le stalinisme. De fait, ce parti s'inscrit dans l'existence durable d'un groupe « eurocommuniste » au PE, à la gauche du PSE.

⁷ Voir Gibson, Ward (2000 et 2002) pour les partis britanniques et australiens (Davis, 1999 ; Margolis, Resnik, 1999) pour les partis américains.

⁸ Les entretiens ont été réalisés par Ch. Bouillaud au printemps 2004.

mentionner leur rattachement au parti européen pendant le temps même des campagnes électorales, celui-ci étant susceptible de les desservir dans l'arène politique nationale. C'est pourquoi on doit souligner que l'analyse proposée reflète, non seulement la teneur des campagnes électorales lors des élections européennes, mais aussi la relation plus globale que des partis nationaux entretiennent à un parti européen, celle-ci pouvant se révéler particulièrement lâche, voire inexistante.

Cadre et définition de l'étude

En raison du nombre de pays – 25 depuis le 1^{er} mai 2004 – et de « partis au niveau européen » qui existent à la veille de l'élection⁹, nous nous sommes limités à l'étude du seul cas des partis membres du Parti socialiste européen (PSE) ou, en anglais, du *Party of European Socialists* (PES). Les études disponibles sur les orientations idéologiques de ces partis socialistes et sociaux-démocrates montrent que, dans leurs espaces politiques nationaux respectifs, ils occupent depuis la seconde moitié des années 90 les positions les plus proeuropéennes¹⁰. Lors des élections européennes de juin 2004, le slogan du Parti socialiste français – « Et maintenant l'Europe sociale ! » – s'inscrit parfaitement dans la tendance commune des partis de cette famille politique à percevoir dans le développement de l'UE la solution aux problèmes nationaux rencontrés. Seul le petit Parti travailliste maltais semble tenir une position qualifiable d'eurosceptique en ayant appelé à voter non au référendum d'adhésion de cet État à l'Union. Tous les autres partis membres du PSE opérant au sein de l'UE sont résolument proeuropéens pour ce qui concerne leur majorité en place, même si, en leur sein, il existe souvent des tendances plus ou moins actives d'eurosceptiques (en France comme on l'a vu à l'occasion de la campagne pour le référendum de mai 2005, en Suède ou au Royaume-Uni). Tous les autres partis au niveau européen, en particulier les Verts, malgré l'image médiatique du fédéraliste Daniel Cohn-Bendit, se montrent plus divisés sur leur vision de l'intégration européenne. Par ailleurs, seuls deux partis au niveau européen peuvent prétendre réellement à une implantation dans l'Europe des 25, le PPE et le PSE. Les Verts, le Parti de la Gauche européenne, l'ELDR et le PDE, pour ne citer que les partis européens importants présents en juin 2004, n'ont qu'une implantation très déséquilibrée entre Est et Ouest, Nord et Sud, grands et petits pays. De fait,

⁹ À la veille des élections de juin 2004, les principaux partis politiques au niveau européen sont le PPE (Parti populaire européen), fondé en 1978, le PSE (Parti socialiste européen), fondé en 1992, l'ELDR (Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs), fondé en 1976, le Parti vert européen, fondé en 1993 (et adoptant ce nom en 2004), le Parti de la gauche européenne, fondé début 2004 et, enfin, le Parti démocrate européen (PDE), fondé lui aussi début 2004 autour de R. Prodi.

¹⁰ Pour des analyses quantifiées, voir G. Marks, M. R. Steenbergen (2004).

les Verts qui, sous l'impulsion de Daniel Cohn-Bendit, ont souhaité devenir un vrai parti européen et mener une campagne commune, ne sont implantés qu'à l'Ouest de l'Europe. S'il est quasiment électoralement inexistant dans certains pays (comme la Slovaquie), le PSE ne comprend aucun parti sans électorat, ne serait-ce que parce que le processus d'admission en son sein est largement contrôlé et qu'il apporte à ses membres une forte légitimité politique liée à l'expérience travailliste, socialiste et social-démocrate, de l'ouest européen d'avant 1989.

Par ailleurs, le secrétariat du PSE, dirigé par Robin Cook¹¹ jusqu'en avril 2004, a mis sur agenda depuis le Congrès de Berlin du PSE en 2001 la mention dans les sites des partis membres de l'appartenance au PSE, mesure dont un bilan a été tiré au Congrès du PSE de 2004. Il existe donc un intérêt au développement d'un label politique PSE/PES qui serait présent partout dans l'UE, et l'internet apparaît aux acteurs eux-mêmes comme l'un des instruments les plus adéquats pour ce développement¹². De plus, le nouveau président du PSE élu à ce même congrès, Poul Nyrup Rasmussen, ancien premier ministre danois, animateur du « Forum sur la gouvernance globale » en 2003-2004, a indiqué vouloir construire un « vrai parti politique », et non un simple « bureau de liaison »¹³. Si l'on raisonne de manière historique et comparative, vouloir la publicisation – via l'internet – de l'insertion de tous les partis nationaux dans le PSE peut être analysé comme la volonté de passer d'un « parti (très) indirect » pour reprendre le vocabulaire de Maurice Duverger (1951), à un parti direct ordinaire, avec des militants individuels membres directs du PSE, et à une prééminence du PSE et de ses organes dirigeants sur ses composantes nationales, ce qui n'est pas sans rappeler les tentatives en ce sens de l'internationalisme socialiste depuis le XIX^e siècle.

Sources et méthodologie

Pour tester empiriquement l'écart entre l'idéal-type d'une campagne « européanisée », mettant l'accent sur l'appartenance au PSE et son caractère transnational, et les campagnes effectivement réalisées sur l'internet à la veille de l'élection européenne de juin 2004, nous avons procédé à une

¹¹ R. Cook, membre du parti travailliste, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Blair de 1997 à 2001, puis ministre des Relations avec le Parlement dans le second gouvernement Blair, a démissionné en mars 2003 pour protester contre l'engagement du Royaume-Uni dans la guerre en Irak. Il a exercé les fonctions de Président du PSE de 2001 à 2004. Il est brutalement décédé en 2005.

¹² « Renforcer le PSE – Application de la résolution de Berlin », Bruxelles (24/04/04), document distribué aux délégués lors du 6^e Congrès du PSE.

¹³ L'origine du PSE se trouve dans un tel « bureau de liaison », créé en 1957, au sein de l'Internationale socialiste.

analyse de contenu des différents sites des partis socialistes ou sociaux-démocrates du PSE. Ceux-ci ont été archivés dans les derniers jours précédant le vote, entre le 7 et le 11 juin 2004, dans le cadre d'un projet collectif du PACTE-CIDSP¹⁴, sans que l'on réussisse toutefois en raison de limites techniques dans nos instruments de stockage à couvrir l'ensemble des pays de l'UE¹⁵. Au total, 22 partis appartenant au PSE, représentant 20 pays¹⁶, figurent dans cette étude. La grille d'analyse met l'accent sur tous les éléments susceptibles d'être simultanément présents dans les différents sites nationaux et de marquer l'appartenance d'un parti particulier à un espace qui dépasse le seul espace politique national. L'objectif de cette grille est d'appréhender ce qui est mis à la disposition des citoyen-internautes par les partis politiques : y a-t-il possibilité pour un internaute de se rendre compte que l'organisation socialiste ou sociale-démocrate nationale fait partie d'un ensemble plus vaste ? Est-ce un élément facilement visible et valorisé ? Si oui, quels sont les contours de cet ensemble ? En somme, il s'agit de comprendre à quel(s) groupe(s) de référence chaque parti national s'identifie et quelle(s) unité(s) il prétend incarner lorsqu'il s'adresse à son électorat potentiel.

Selon nous, ces dimensions d'identification supra-nationale peuvent se scinder en cinq groupes, chacun décomposé en un ensemble d'indicateurs empiriques :

- la mise en valeur de la dimension proprement « europartisane » des sites. Cette dimension intègre des éléments relatifs à la vie organisationnelle du PSE (mention de Robin Cook ou Paul Nyrup Rasmussen, respectivement présidents sortant et actuel du PSE, mention du dernier congrès du PSE), mais aussi des éléments marquant le rattachement du parti national au PSE (présence du logo du

¹⁴ Nous remercions A.-C. Salomon, ingénieur CNRS de l'équipe PACTE-CIDSP, d'avoir réalisé cet archivage des sites et d'avoir mis les données à notre disposition.

¹⁵ Pour des raisons techniques, les sites des partis membres du PSE en Autriche (SPÖ), en Hongrie (MSZP), à Malte (Partit Laburista), en Slovaquie (SD) et en Slovénie (ZLSD) n'ont pu être en tout ou partie archivés. Les sites du SPD allemand et du Socialdemokraterne danois nous ont été fournis par R. van Os et C. Hagemann (Université de Nijmegen, Pays-Bas) que nous remercions également.

¹⁶ La Belgique et l'Italie sont chacune représentées par deux partis politiques. En Belgique, cette dualité s'explique par l'existence de collèges électoraux distincts (néerlandophone, francophone et germanophone), et de deux partis socialistes, l'un flamand, l'autre wallon. En Italie, la gauche qui présentait une liste de centre-gauche « unis dans l'Olivier » (R. Prodi), rassemble en fait plusieurs partis dont deux appartiennent aux PSE : *Democratici di Sinistra* (DS) et *Socialisti Democratici Italiani* (SDI).

PSE, lien au site du PSE ou à son organisation de jeunesse ECOSY, texte présentant le PSE). Dans le contexte spécifique des élections européennes, la mention au programme du PSE pour les élections européennes est prise en compte ;

- la mise en valeur d'une activité parlementaire au niveau européen de la part des élus du parti national, en lien ou non avec le groupe du PSE au parlement européen. Cette dimension « europarlementaire » des sites nationaux se perçoit essentiellement à travers la mention des activités des parlementaires européens du parti national et la présentation des candidats aux élections européennes ;
- la mise en valeur de l'UE ou de l'Europe en soi. Cette dimension « euroenthousiaste » intègre tout ce qui relève de la symbolique proprement institutionnelle de l'Europe : drapeau ou autres signifiants européens (carte, photo du Parlement...), lien au parlement européen, ainsi que la présence de sites spécialement créés par les partis socialistes ou sociaux-démocrates pour communiquer sur leur campagne aux élections européennes ;
- la mise en valeur d'une proximité avec les autres partis socialistes ou sociaux-démocrates, c'est la dimension « eurofraternelle » du site d'un parti national, qui s'inscrit indirectement dans la tradition d'internationalisme, bien qu'elle s'en distingue par sa spécificité européenne ;
- la mise en valeur de l'appartenance du parti national à l'Internationale socialiste, à l'une des organisations collatérales de cette dernière, ou à une ou plusieurs organisations internationales. C'est la dimension « internationaliste » du site d'un parti national, renvoyant à son lien avec l'histoire du mouvement socialiste dans le monde.

Les indicateurs ne s'attachent pas seulement aux discours politiques mobilisés sur les sites web ; ils intègrent également des symboles aussi bien européens (drapeau, photo du Parlement européen) que nationaux (carte, logo du parti...). Le choix d'intégrer ces éléments répond à la nécessité de prendre en considération la plus grande diversité possible d'éléments de la communication des partis sur le web, où l'image tient un rôle essentiel. Il permet aussi de rechercher un ensemble de signes communs qui caractériserait la communication sur le web des partis socialistes et sociaux-démocrates lors de la campagne européenne de juin 2004.

Pour évaluer ces dimensions de façon synthétique, nous avons opéré une quantification des indicateurs ; la mention d'un des indicateurs sur la page d'accueil – qui est la plus consultée sur chaque site – est créditée de deux points, une mention sur une autre partie du site d'un point. En effet, nous partons de l'hypothèse que ces différentes modalités d'« européanisation » des sites nationaux ne s'excluent pas nécessairement, mais que, au contraire, elles peuvent s'ajouter. Par ailleurs, des variables spécifiquement nationales sont prises en compte de manière à s'assurer qu'un contenu européen peu consistant ne résulte pas de la pauvreté d'un site partisan donné, mais bien d'une moindre valorisation des dimensions supra-nationales de la vie politique. La grille est présentée ci-après.

Tableau I : Grille d'analyse des sites socialistes et sociaux-démocrates.

Dimension europartisane	Dimension européenne	Dimension euroenthousiaste	Dimension eurofraternelle	Dimension internationaliste	Variables de contrôle national
Symbole du PSE	Groupe national au Parlement européen	Drapeau européen	Mention d'autres PS	Symbole de l'Internationale socialiste (IS)	Logo ou symbole du parti national
Lien PSE	Groupe PSE au PE	Autres symboles européens	Mention d'autres leaders nationaux	Lien à l'IS	Couleurs nationales ou autre symbole national
Description au PSE	Lien à des pages personnelles des parlementaires au PE	Site <i>ad hoc</i> pour les élections européennes	Présentation d'autres programmes de PS	Lien à d'autres organisations internationales	Programme spécial « Européennes » 2004 du parti
Congrès du PSE	Présentation des candidats	Lien au PE		Traduction partielle du site en anglais	Leader national
Programme du PSE	Lien à des pages de présentation des candidats	Pédagogie sur les élections du PE		Traduction du site en d'autres langues (sauf deuxième langue officielle du pays)	Liens à des organisations nationales liées au parti
Nom de Robin Cook		Pédagogie sur le PE			
Nom de Paul Nyrup Rasmussen					
Lien à l'ECOSY					
/16	/10 ou /6 ¹⁷	/12	/6	/10	/10

¹⁷ Le score final maximum est limité à 6 pour les nouveaux États membres, dans la mesure où deux des items ne les concernent pas (« Groupe national au Parlement européen » et « Liens à des pages personnelles des parlementaires au PE »).

Cette unification de l'analyse par le biais de la grille présentée ci-dessus induit deux limites méthodologiques, qui sont également celles de l'analyse comparative. D'une part, les résultats constituent une des interprétations possible du contenu des sites, fondée sur la connaissance de la vie politique de chaque pays ; elle ne préjuge en rien de ce qui caractérise la réception effective de ces sites dans le public des 20 pays concernés. En particulier, il est probable que la signification des indicateurs retenus varie selon les publics destinataires des messages envoyés par les partis *via* les sites web. Cependant, utiliser cette grille présente l'avantage de circonscrire dans quelle mesure existent ou non, du côté de la production des sites, des référents européens unifiés. D'autre part, les réalités organisationnelles sous-jacentes à ces sites interfèrent probablement avec leur contenu. En effet, la taille et la sophistication des sites, leur degré de mise à jour, leur déclinaison en pages spéciales sur certains sujets, ou encore l'existence de sites *ad hoc* pour les élections européennes, sont largement parallèles à ce qu'on peut savoir de la force économique et militante de chaque parti considéré, du degré de développement économique du pays, et enfin de la proportion d'utilisateurs de l'internet au niveau de la population, ce qui confirme là encore des travaux antérieurs (Norris, 2001). Du point de vue des techniques et de la sophistication des sites, on évolue entre une communication professionnelle (sites britannique et allemand, par exemple) et l'amateurisme (site chypriote, site estonien), en passant par toutes les gradations en matière de maniement de l'outil. Entre un site où l'on peut verser en direct de l'argent virtuel et un autre où l'utilisateur dispose de quelques maigres pages à parcourir, l'écart s'avère très important.

La diversité des appropriations de l'Europe

Cette hétérogénéité se retrouve dans les contenus disponibles sur les sites, synthétisés dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

Tableau 2 : Score de chaque parti sur les différentes dimensions européennes et nationales testées.

Dimension	Euro-partisane	Euro-parlementaire	Euro-enthousiaste	Euro-fraternelle	Internationaliste	Politique nationale
Allemagne-SPD	3/16	5/10	9/12	1/6	1/10	9/10
Belgique flamande-SPA	3/16	5/10	0/12	1/6	2/10	6/10
Belgique wallonne-PS	7/16	5/10	5/12	1/6	2/10	6/10
Chypre-Edek	2/16	1/6	1/12	1/6	4/10	4/10
Danemark-Socialdemokraterne	2/16	4/10	6/12	0/6	0/10	5/10
Espagne-PSOE	2/16	3/10	7/12	0/6	1/10	7/10
Estonie-SDE	3/16	3/6	0/12		0/10	6/10

Finlande-SDP	5/16	5/10	0/12	0/6	5/10	9/10
France-PS	8/16	4/10	7/12	1/6	3/10	7/10
Grèce-Pasok	0/16	1/10	5/12	0/6	0/10	9/10
Irlande-Labour Party	3/16	4/10	1/12	0/6	1/10	7/10
Italie-DS	4/16	5/10	4/12	2/6	3/10	8/10
Italie-SDI	7/16	2/10	4/12	0/6	6/10	7/10
Lettonie-LSSP	4/16	0/6	2/12	0/6	1/10	7/10
Lituanie-LSDP	4/16	2/6	4/12	2/6	8/10	10/10
Luxembourg-LSAP	3/16	4/10	2/12	1/6	0/10	7/10
Pays-Bas-PvDA	1/16	6/10	3/12	0/6	1/10	7/10
Pologne-Coalition électorale SLP-UP	8/16	4/6	8/12	0/6	0/10	9/10
Portugal-PS	2/16	5/10	3/12	1/6	2/10	5/10
Rép. Tchèque-CSSD	4/16	3/6	3/12	3/6	4/10	6/10
Royaume-Uni-Labour Party	3/16	4/10	1/12	1/6	1/10	8/10
Suède-SAP	2/16	5/10	7/12	0/6	3/10	6/10

Apparaît la très grande diversité des modes d'appropriation de l'Europe dans la communication des partis, opposée à la présence quasi systématique d'éléments de politique nationale qui semblent constituer des marqueurs minimum d'identité politique pour chaque organisation. Presque tous les sites communiquent vers les internautes sur un ou des aspects des vies politiques européennes, mais l'absence d'une dimension prépondérante dans cette communication suffit à montrer que l'horizon européen ne s'incarne pas dans une vision unique pour les partis socialistes ou sociaux-démocrates. L'acteur principal censé animer la scène partisane européenne, le PSE, apparaît bien présent sur les sites, tout en leur restant périphérique. Un seul parti, le Pasok grec, ne le mentionne absolument pas. 20 partis sur 22 – sauf le Pasok et le LSAP luxembourgeois (sur le site duquel ne figure que le dernier congrès PSE) – proposent en plus d'une indication de son existence, un lien à www.pes.org/. Conformément aux récents efforts de communication du PSE, ils affichent donc leur appartenance. Cependant, ce lien, souvent proposé au milieu d'une liste, constitue le seul véritable dénominateur commun entre tous les partis socialistes et sociaux-démocrates. Bien que rappelée, l'appartenance au PSE ne semble pas centrale : elle est le plus souvent reléguée à l'arrière-plan, environ un tiers des sites faisant état de l'existence du PSE sur leur page d'accueil (SED estonien, PS français, DS et SDI italiens, LSSP letton, LSDP lituanien, liste SLD-UP polonaise). On remarque que plus de la moitié de ces sites sont ceux de partis des nouveaux États membres, ce qui semble confirmer l'intérêt stratégique de la référence au PSE comme instrument de légitimation dans les pays de l'Est européen. Le symbole du

PSE n'apparaît que sur la moitié environ des sites, de même que le nom de son président. Très exceptionnellement, par exemple dans le cas irlandais, un lien s'établit au blog de campagne de Poul Nyrup Rasmussen. Finalement, dans notre échantillon, la dimension « europartisane » n'est particulièrement présente que dans quatre cas : le PS français, le PS wallon, le SDI en Italie et la liste SLP-UP en Pologne.

En revanche, on soulignera que le site du *New Labour Party* britannique semble tout faire pour masquer son appartenance à un ensemble europartisan. Cette absence du PSE, et plus généralement d'une référence positive à l'UE, dans le site britannique s'avère étonnante si on considère que la partie publique du Congrès du PSE, diffusée sur la chaîne de télévision de l'UE, se déroulait selon un dispositif et des modalités qui semblaient très largement inspirés de la façon britannique de mener un débat, ne serait-ce que par le rôle central qu'y jouaient Robin Cook et une présentatrice britannique. En revanche, elle s'inscrit pleinement dans la spécificité du débat politique outre-Manche, marqué par une forte tradition d'euroscpticisme, y compris au sein du parti travailliste. La référence européenne semble un repoussoir ; Robin Cook, redevenu simple membre des Communes en 2003, ne mentionne pas dans sa fiche biographique ses responsabilités passées à la tête du PSE¹⁸.

De même, la dimension « europarlementaire » est inégalement valorisée, même si elle n'est totalement absente que dans un seul cas (le LSSP letton), et dominante seulement pour le PvDA néerlandais, qui a axé son site sur une campagne très personnalisée autour de la figure de la tête de liste, Max van Den Berg. Cette dimension fait indirectement référence à la campagne nationale, *via* des indicateurs tels que la présentation des candidats aux élections européennes, qui figure sur la quasi-totalité des sites (20) ; ou bien, sauf pour les nouveaux pays membres, à travers des liens aux parlementaires nationaux, qu'ils soient représentés à travers des sites individuels (8 cas), ou par le biais du groupe des parlementaires nationaux au PE (13 cas). En revanche, le lien au groupe parlementaire socialiste européen, qui conduit à présenter une action et des prises de position transnationales, ne se trouve (que) sur 10 sites, ce qui tend à alimenter l'idée d'un caractère européen pluriel et surtout très peu affirmé.

La caractéristique qui discrimine sans doute le plus les sites est la dimension « euroenthousiaste » ; certains sites l'excluent totalement (SPA flamand, SDE estonien, SDP finlandais, *Labour Party* britannique), tandis que d'autres, en

¹⁸ Dans un autre registre, l'engagement de T. Blair dans la crise du Kosovo, juste avant les élections européennes de 1999, semble avoir été contre-productive électoralement, car perçue par l'électorat britannique comme la preuve d'un désintérêt pour les questions politiques internes (Rawnsley, 2001 : 291).

particulier le site du PS français, du PSOE espagnol, du SPD allemand ou du SLP-UP en Pologne, utilisent autant que possible la symbolique européenne et le rattachement aux institutions, et cela dès la page d'accueil. À titre d'exemple, on évoquera le site du PSOE espagnol : en page d'accueil, figurent en gros caractères le slogan de campagne « *Volvemos a Europa* », les étoiles européennes associées à un cœur pour signifier que l'Espagne aime l'Europe, la photographie de la tête de liste PSOE pour les élections... Plus loin, sur la page consacrée aux élections européennes, une multitude de liens européens et internationaux est proposée, notamment vers le parlement européen et le PSE, ainsi, que ce logo de campagne qu'accompagne la phrase « *Nos gusta Europa* » (« L'Europe nous plaît ») :

Figure 1 : Logo de campagne du PSOE aux élections européennes de juin 2004.



Enfin, certaines dimensions d'europanisation sont quasiment absentes, en particulier la proximité entre partis socialistes et sociaux-démocrates, ce que nous avons qualifié « d'eurofraternité ». La moitié des sites ne mentionne aucun autre parti ; dans l'autre moitié, il s'agit parfois de citer un seul parti (site chypriote de l'Edek renvoyant à celui du Pasok grec ou site du LSDP lituanien proposant en page d'accueil un lien au *Labour Party* britannique), parfois une famille de partis mais sans pour autant que des liens à ces autres sites soient établis. De même, l'internationalisme se résume la plupart du temps à la mention – ou un lien – à l'Internationale socialiste, sans que cette dimension soit particulièrement valorisée. On soulignera les exceptions du SDI italien et surtout du LSDP lituanien, pour lesquels l'ouverture internationale – bien plus que l'inscription européenne – semble correspondre à une stratégie de désenclavement et de reconnaissance vis-à-vis de l'extérieur.

L'hypothèse formulée au début de cette étude, selon laquelle la faible europanisation d'un site peut être la conséquence d'une pauvreté générale de ce même site, doit également être nuancée. De façon générale, les informations sur les événements, les partis et les leaders nationaux abondent, tandis que les dimensions européennes restent discrètes, ou sont quasiment absentes, y compris sur les sites les plus « professionnalisés » du point de vue de la communication sur internet. Ce cas de figure apparaît très nettement avec les sites grec et britannique, à la fois sophistiqués techniquement et nationalo-centrés. En revanche, on doit mentionner le coût qu'implique une europanisation ponctuelle des sites à l'occasion des

élections au Parlement européen pour d'autres partis. Dans la mesure où, en dehors de ces campagnes, leurs sites sont essentiellement nationaux, tant du point de vue du contenu que de la mise en forme, l'effort à consentir pour la campagne des européennes est conséquent. Il pèse notamment sur les partis qui ont un site peu évolutif et rarement mis à jour, tels que ceux de l'Edek à Chypre, du LSSP letton ou encore du LSDP lituanien.

À *contrario*, l'europanisation des sites n'est pas l'apanage des grands partis ou des organisations partisans les plus riches. Elle n'est pas non plus celui des partis de la « vieille Europe » : ni l'ancienneté de l'adhésion du pays à la Communauté, puis à l'UE, ni l'appartenance de longue date au groupe parlementaire des sociaux-démocrates ou au PSE, ne constituent un gage de la dimension européenne des sites. Le site du *New Labour Party* britannique peut à nouveau servir ici d'illustration, ou, *a contrario*, celui de la coalition SLP-UP en Pologne. Envisagée selon le prisme de leurs sites internet, la participation des partis ou de leurs membres à des instances communes à l'échelle européenne n'a donc pas permis, jusqu'à présent, l'émergence de manières communes de présenter sa politique et de préparer les élections. Ou, du moins, ce rapprochement et cette socialisation européenne n'ont-ils touché qu'une fraction des partis et n'ont pas permis de remettre en cause des visions essentiellement nationales de la vie politique dans chacune des formations, visions qui dominent de fait la conception des sites internet étudiés ici.

Domination de l'arène nationale et nationalisation des dimensions européennes

À l'inverse, les référents nationaux s'imposent. Tous les sites partisans mentionnent au moins une fois le nom du leader de l'organisation, et la plupart – à l'exception du petit SDI italien – les liens à quelques organisations « satellites » nationales, en particulier à des mouvements de jeunesse associés. Cet ancrage dans l'arène politique nationale caractérise les élections européennes elles-mêmes, depuis la première élection du parlement au suffrage universel en 1979 (Reif, Schmidt, 1980) ; la sélection des candidats est effectuée par les partis dans chaque État, les campagnes mobilisent sur des enjeux nationaux, et les résultats peuvent être interprétés dans ce cadre. Conformément à cette structuration de la compétition électorale en Europe, le programme du parti national est le plus médiatisé lors de la campagne de juin 2004 : il figure sur la quasi-totalité des sites partisans, sauf sur ceux de deux « nouveaux entrants » (Edek chypriote et LSSP letton), tandis que le programme du PSE ne semble concerner que quatre partis qui l'ont jugé digne d'être communiqué directement à leurs internautes dans leur langue nationale : le PSOE espagnol et le parti travailliste irlandais qui s'affichent très européens ; le SDI en Italie, et la liste SLD-UP en Pologne.

De même, la présence de documents en langue étrangère reste relativement rare, elle apparaît dans 8 cas sur 22 et, le plus souvent, il s'agit d'une traduction très partielle du site en anglais. Seul le site du LSSP letton propose une unique traduction en russe, en raison de la forte minorité russophone sur le territoire national, tandis que le LSDP lituanien propose une présentation partielle du site, et surtout des relations internationales de ses leaders, dans des langues qui reflètent davantage ces relations que l'insertion européenne (anglais, allemand, français, mais aussi chinois, hébreu, russe).

L'usage des couleurs nationales ou de symboles nationaux (carte du pays, photo du Parlement) est sujet à davantage d'interprétations : parfois, il s'agit uniquement de repères pour localiser un bureau du parti sur la carte, et seulement une petite moitié des sites (10 sur 22) est concernée. Cependant, dans certains cas, comme celui de la page d'accueil du site du *Labour* britannique, l'association de l'*Union Jack* au bouton d'accès aux pages consacrées à l'élection européenne marque très clairement la nature nationale de la (tentative de) mobilisation opérée autour des élections de juin 2004.

Figure 2 : Logo associé aux élections européennes de juin 2004 sur le site du *Labour* britannique.



La référence à l'Europe doit être considérée au prisme de cette dimension nationale : lorsqu'une dimension européenne est présente, elle est le plus souvent utilisée pour valoriser l'action et les positions des leaders, des parlementaires, des instances partisanes nationales. Ainsi la mention du PSE, de son programme et de ses dirigeants, est-elle en fait souvent un prétexte à mettre en lumière le rôle et les positions du parti national considéré. Par exemple, sur le site du PS français, l'évocation de Poul Nyrup Rasmussen est surtout, à travers son élection lors du Congrès d'avril 2004, l'occasion de souligner la victoire des positions socialistes françaises. Les sites polonais et tchèque mentionnent ce même Congrès, essentiellement sous forme de séries de photos, facilement accessibles au visiteur, qui semblent vouloir prouver la présence, et donc la reconnaissance, de ces partis post-communistes dans l'arène bruxelloise. Les DS italiens prennent bien soin de rappeler qu'ils ont organisé une réunion de l'Internationale socialiste à Rome il y a peu. En revanche, le site du SPD allemand, fort peu soucieux du PES par ailleurs, n'oublie pas d'informer l'internaute qu'un Congrès du PES a eu lieu à Berlin en 2001. Un autre exemple éloquent peut être saisi dans la dimension « eurofraternelle » : le site lituanien présente dans sa rubrique « internationale » les dirigeants du LSDP en compagnie d'autres leaders nationaux. Mais il apparaît rapidement qu'il s'agit, avant tout, d'une mise en scène destinée à montrer l'investissement des leaders du parti sur la scène internationale et non d'une

démarche visant à renforcer les liens entre partis sociaux-démocrates. À ce sujet, on retiendra les clichés de dirigeants socialistes côtoyant des leaders de tendances politiques très variées. Ainsi en est-il du site du parti socialiste portugais où figure une vidéo de campagne montrant les apports du PS en termes de participation du Portugal à l'Europe, où on peut voir Lionel Jospin et... Jacques Chirac. Très emblématique de ce primat de l'international (au sens des relations interétatiques), le site du SPD allemand montre en bonne place des photos du président Chirac et du chancelier Schröder lors des commémorations du 60^e anniversaire du Débarquement de Normandie. Le texte de ce dernier, célébrant les vertus de la paix, s'accompagne d'un lien menant au site gouvernemental français et à la page (en français) consacré au discours du président Chirac.

Les informations européennes ou internationales sont donc traitées dans une perspective de valorisation du parti national et/ou de son *leadership*. Se joue une forme de nationalisation de la vie politique européenne. Ce qui relève de l'échelon européen est réapproprié et donné à voir au prisme des préoccupations partisans, électorales et politiques nationales. Sur le support internet comme sur les autres supports de communication politique, l'échelon politique privilégié demeure le niveau national – qui reste aussi fondamentalement celui des médias, écrits ou audiovisuels, destinés au grand public.

Cette appropriation partisane nationale des informations européennes n'est cependant pas synonyme d'un repli identitaire. L'identité partisane de ces partis socialistes et sociaux-démocrates ne se définit pas ici contre l'Europe, mais bien, entre autres facteurs, grâce à l'Europe. Ici, la nationalisation de la vie politique européenne ne peut être comprise comme un rejet de l'Europe qui exprimerait une exacerbation du sentiment d'appartenance nationale¹⁹, comme l'atteste l'usage des différents symboles nationaux et européens sur les sites. La faible présence des symboles européens s'accompagne également d'un recours très parcimonieux aux symboles nationaux. Les sites ne donnent pas plus à entendre les hymnes nationaux que l'hymne européen (à l'exception des spots proposés sur le site du SAP suédois). Les cartes de l'Europe sont aussi rares (SPD allemand et PS français) que les cartes nationales (SPA de Belgique Flamande, SPD allemand et PS français). Cartes nationales et représentations de l'Europe se côtoient sur les mêmes sites. On ne peut donc analyser le premier comme un repli identitaire national. Plus encore, les cartes allemandes et françaises constituent des boutons permettant d'aller vers les pages des listes régionales. Plus que des symboles de l'identité nationale, il faut sans doute y voir des raccourcis permettant de limiter la place du texte sur les sites.

¹⁹ Cette exacerbation est à rapprocher de ce que démontrent S. Duchesne et A.-P. Frogner (2000 : 362) lorsqu'ils observent une corrélation positive entre fierté nationale et sentiment d'appartenance à l'Europe, et cela pour certains pays, et en-dehors des contextes électoraux favorisant une polarisation de l'enjeu européen.

La place des couleurs nationales et européennes est plus difficile à analyser tant leur usage peut relever d'intentions variées. Le drapeau européen ou les étoiles qui le caractérisent apparaissent sur plus de la moitié des sites (9 partis qui recourent au drapeau européen, et 8 autres recourant à un autre symbole de l'UE), tandis que les couleurs nationales demeurent, comme on l'a vu, peu présentes. Certes, on les trouve exhibées sur le site du *New Labour Party* au Royaume-Uni comme la marque évidente d'une identification nationale revendiquée, et dont on devine, connaissant l'état de l'opinion britannique sur l'UE, qu'il s'agit là d'une sage décision de marketing politique. Mais, à d'autres occasions, on peut les repérer dans un contexte très différent. Ainsi, si elles apparaissent sur le site lituanien du LSDP, est-ce uniquement dans une rubrique consacrée aux élections présidentielles qui se déroulent le même jour que les élections au parlement européen. On ne peut donc analyser la présence du drapeau national comme un indicateur de repli. D'autant que le recours aux couleurs nationales prend un sens très différent d'un pays à un autre. Dans certains, si l'on assiste d'Europe de l'Ouest à une forme de monopolisation du drapeau sur la scène partisane par les formations d'extrême droite, il n'en va pas de même dans tous les pays européens. Dans les pays baltes, les couleurs nationales sont bien plus synonymes de l'indépendance et de la liberté retrouvée que d'un nationalisme au sens de celui de l'Europe occidentale.

Conclusion

De cette étude, il ressort que l'on se situe, du point de vue de la dimension européenne des messages délivrés lors de la campagne de juin 2004, très loin de ce que permettrait l'instrument internet en termes d'unification et d'européanisation des sites partisans pour une famille politique qui, pourtant, est la plus engagée en faveur de l'intégration européenne. D'une part, l'homogénéisation observable dans le domaine du e-commerce ou des sites coopératifs des logiciels libres demeure totalement absente, les 22 partis européens étudiés ayant tous des chartes graphiques et des activités différentes. Les logos de chacun des partis, si l'on peut leur trouver un « air de famille », ne suggèrent guère une identité commune comme le reflètent les quelques exemples qui suivent.

Figure 3 : Logos de quelques partis socialistes et sociaux-démocrates, présents sur les sites web en juin 2004.

					
Allemagne, SPD	Belgique (partie francophone) PS	Danemark SDK	Espagne PSOE	Irlande Labour	Lituanie LSDP

Par ailleurs, l'exploitation des potentialités techniques de l'outil est peu novatrice : les sites, sortes de « brochures électroniques », fournissent essentiellement des informations biographiques et organisationnelles, et diffusent des informations de e-campagne telles que les communiqués de presse, programmes ou prises de positions. Les pratiques interactives – chats, forums, dons ou adhésions en ligne, et même les possibilités de téléchargement – restent exceptionnelles. Ainsi voit-on confirmées des analyses déjà menées lors des élections américaines de 2000 (Kamarck, 2002) et des élections britanniques de 2001 (Coleman, 2001), montrant la faible interactivité des sites de partis et de candidats dans les campagnes électorales en ligne²⁰.

Finalement, aucune mise en forme, structure, ou symbolique communes des sites n'apparaissent. L'attention à l'Europe se fait en ordre dispersé : on n'assiste pas à une campagne européenne, mais bien à des campagnes nationales pour les européennes. Dans le *cyberspace*, la diversité des positions occupées par les différents partis dans les dimensions que nous avons distinguées semble transcrire le discours tenu par chaque parti dans son espace politique national. Les dimensions européennes ne sont mises en avant que dans la mesure où les stratèges nationaux pensent que cela pourra servir les intérêts électoraux du parti. Significative de cette tendance, l'attitude résolument opposée des Irlandais du *Labour Party* et des Britanniques du *New Labour Party* : les uns accentuent leur lien au PSE aidés en cela par la facilité linguistique d'accès aux productions de ce dernier ; les autres s'évertuent à cacher cet aspect. La mobilisation sur l'internet suit donc les mêmes règles que dans le monde de la communication d'avant l'internet : il s'agit de ne pas effrayer l'électorat par des éléments d'allogénèse de la politique suivie dans de nombreux pays. De fait, l'apport principal de notre recherche, pour l'analyse des partis politiques et de leur communication électorale, est de montrer que même les plus intégrationnistes opèrent en direction d'un public essentiellement pensé comme mobilisable dans un cadre national de compréhension du monde et des enjeux politiques. Cette dimension paraît quelque peu paradoxale dans la mesure où, sociologiquement, le public de l'internet est plus jeune, plus éduqué, plus riche, que la moyenne des électeurs, autant de caractéristiques qui plaideraient pour la mise en place d'un cosmopolitisme pratique à la manière de ce que font les sites marchands ou coopératifs. Les partis socialistes et sociaux-démocrates ne cherchent pas à apparaître sur l'internet comme les

²⁰ Cependant, cette sous-utilisation, notamment le manque d'interactivité, n'est pas seulement liée à un supposé « retard » technique ou à une ignorance des possibilités d'usage de l'internet. Comme le montre J. Stromer-Galley (2000), les échanges directs entre candidats aux élections et internautes (par exemple à travers des forums ou des « chats ») peuvent être volontairement évités, car ils supposent un coût élevé (de modération) pour un résultat incertain (par exemple, lorsque le site est investi par des opposants ou uniquement fréquenté par des personnes déjà convaincues).

membres d'un réseau transnational. Ainsi se situeraient-ils fort loin des « marques globales » que l'on peut trouver dans le e-commerce ou les sites coopératifs. En même temps, ces résultats constituent le pendant des analyses des élections européennes depuis 1979 : ces scrutins sont davantage une juxtaposition de compétitions nationales, structurées par les partis, un cadre juridique et des enjeux nationaux, que l'expression d'un *demos* européen amené à désigner ses représentants et à choisir des orientations européennes. Aussi bien dans la vie partisane que dans les électorats, l'Europe reste une référence mobilisable dans le cadre national, soit que la structuration de la compétition électorale l'exige, soit que les partis restent prisonniers de leur(s) mode(s) habituel(s) de mobilisation.

Références

- Coleman S., 2001, « On-line Campaigning », *Parliamentary Affairs*, vol. 54, 4, pp. 679-688.
- Davis R., 1999, *The web of politics : the internet's impact on the American political system*, New York, Oxford University Press.
- Duchesne S., Frogner A. P., 2002, « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, vol. 52, 4, pp. 355-373.
- Duverger M., 1951, *Les partis politiques*, Paris, A. Colin.
- Gibson R., Ward S., 1999, « Party Democracy On-line : UK Parties and New ICTs », *Information, Communication and Society*, vol. 2, 3, pp. 340-367.
- dirs, 2000, *Reinvigorating Democracy ? British Politics and the Internet*, Aldershot, Ashgate.
- dirs, 2003, *Political Parties and the Internet, net again ?* London, Routledge.
- Kamarck E., Nye C., Joseph S. Jr., dirs, 2002, *Governance.com : Democracy in the Information Age*, Washington, Brookings Institution Press.
- Katz R. S., 2001, « Models of democracy. Elite attitudes and the democratic deficit in the European Union », *European Union Politics*, vol. 2, 1, pp. 53-79.
- Magnette P., 2003, *Le régime politique de l'Union européenne*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Margolis M., Resnick D., Wolfe J., 1999, « Party Competition on the Internet : Minor versus Major Parties in the UK and the USA », *Harvard International Journal of Press/Politics*, vol. 4, 3, pp. 24-47.
- Marks G., Steenbergen M. R., 2004, *European Integration and Political Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Norris P., 2001, *Digital Divide : Civic Engagement, Information Poverty, and the Internet Worldwide*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Rawnsley A., 2001, *Servants of the People, the Inside Story of New Labour*, London, Penguin.

Reif K., Schmidt H., 1980, « Nine Second-order Elections. A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research*, vol. 8, 1, pp. 3-44.

Saurugger S., dir., 2003, *Les modes de représentation dans l'UE*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Stromer-Galley J., 2000, « On-Line Interaction and Why Candidates Avoid It », *Journal of Communication*, vol. 50, 4, pp. 111-132.

Weiler J., 1999, *The Constitution of Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.